



Plan d'action du Conseil de l'Europe pour l'Ukraine "Résilience, relance et reconstruction" 2023-2026

Alors que la guerre d'agression de la Fédération de Russie contre l'Ukraine se poursuit, le Plan d'action du Conseil de l'Europe pour l'Ukraine « Résilience, relance et reconstruction » (2023-2026) a apporté un soutien ciblé à l'Ukraine. S'appuyant sur un financement garanti de 55,5 millions d'euros et en étroite collaboration avec les partenaires nationaux, le Plan d'action a permis de réaliser des progrès tangibles dans les domaines des droits humains, de l'État de droit et de la démocratie. Ses réalisations ont renforcé la résilience du pays et ont directement fait progresser l'Ukraine sur la voie de son adhésion à l'UE. Le Plan d'action a apporté des solutions pratiques et de réelles améliorations à la vie des citoyens dans tout le pays, contribuant ainsi à la réalisation des objectifs de développement durable des Nations Unies.

La section suivante présente les principaux résultats de sa mise en œuvre au niveau de six domaines thématiques.

Garantir les droits humains et les libertés fondamentales



14 320

personnes, dont **46% de personnes déplacées à l'intérieur de leur pays**, ont eu accès à des outils numériques et à des services essentiels.

833

Personnes déplacées à l'intérieur de leur pays soutenues grâce à des initiatives au niveau communautaire.



Instauration d'une allocation

pour les enfants revenant des territoires occupés suite au rapport spécial du Médiateur sur l'accès à l'éducation.



Élargissement dans plus de régions **des services sociaux adaptés aux traumatismes** pour les anciens combattants et leurs familles.



Guides juridiques complets pour diverses situations de vie destinés aux personnes touchées par la guerre.

Promouvoir la justice sociale, la santé et un environnement durable

Projet de code du travail présenté au Parlement et visant à moderniser la protection des travailleurs, conformément à **la Charte** et à plus de **30 directives de l'UE**.



Projet de loi sur le dialogue social, renforçant ce dernier conformément à la Charte.

Loi garantissant les droits en matière d'emploi des personnes en situation de handicap, promulguée en 2026.



Renforcement des politiques d'accessibilité et mise en place d'une terminologie officielle standardisée à l'échelle nationale.

Rapport alternatif sur les droits sociaux et les droits des travailleurs présenté par le Bureau du Médiateur en 2025.



Plan d'action semestriel de la stratégie nationale pour un environnement sans entraves mis en œuvre avec l'aide d'experts.

Agir pour l'égalité, la diversité et le respect

1 100+ services spécialisés d'aide aux victimes opérationnels.



Adoption en 2025 par le Cabinet des ministres d'un **plan d'action pour la protection des droits des minorités nationales**.



Stratégie nationale pour les **Roms, accompagnée** de consultations nationales sur l'inclusion et les droits.



Premier Congrès **des peuples autochtones** d'Ukraine organisé en 2025.



Mise en œuvre de procédures judiciaires adaptées aux **enfants** grâce au renforcement des capacités institutionnelles.

Veiller à la sûreté, la sécurité et l'intégrité de la société et des personnes

- Renforcement **des enquêtes et de la surveillance financières** grâce aux réformes juridiques et institutionnelles.
- Renforcement des connaissances en matière de lutte contre le **blanchiment des capitaux** pour les services de détection et de répression.
- Amélioration des compétences des **juges, des procureurs et des agents de police** en matière d'enquêtes sur la **cybercriminalité**.
- **Élaboration d'un nouveau cadre législatif en matière de cybercriminalité** pour se conformer aux conventions internationales.



Ancrer les valeurs démocratiques dans les sociétés européennes

- **Trois lois importantes adoptées** en 2025 pour renforcer l'autonomie locale et la participation citoyenne.
- La **loi sur les médias** et la **loi sur la publicité** ont marqué **des étapes importantes vers l'adhésion de l'Ukraine à l'UE**.
- **Plus de 15 avis juridiques** rendus pour soutenir une réglementation plus stricte des médias.
- Lancement d'un programme d'animation socio-éducative tenant compte des traumatismes subis.



Renforcer la confiance dans les institutions publiques



Renforcement de la Cour constitutionnelle par des réformes clés conformément aux recommandations de la Commission de Venise et aux normes de l'UE.



223 546 crimes de guerre recensés en avril 2026 par le registre national.



Stratégie et plan d'action actualisés pour remédier à la non-exécution des jugements nationaux.



Loi sur les **recours préventifs en cas de conditions de détention inadéquates** adoptée en 2024.



Élaboration de projets de loi sur le système pénitentiaire et son statut disciplinaire.



Évaluation à l'échelle nationale du bien-être psychologique du personnel pénitentiaire et mise en œuvre pilote du **programme de gestion de l'épuisement professionnel**.



Accroissement des efforts de réduction des risques dans les prisons.